



CAPD du 5 février 2015 - Déclaration du SNUipp/FSU 27

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames Messieurs les membre de la CAPD,

Cette CAPD est la première dans sa nouvelle composition. Celle-ci découle des résultats inquiétants des élections professionnelles. Inquiétants d'abord par le taux de participation largement en deçà des scores d'avant 2011. L'abstention reste largement majoritaire. Cela doit interroger toutes les parties concernées : ministères de la Fonction publique et de l'Education Nationale compris. L'usage de l'outil informatique et la complexité de l'organisation du vote sont souvent mis en avant pour expliquer ce décrochage. Certes, mais en rester à ce simple constat serait simpliste car comment expliquer que les « anciens » (potentiellement moins à l'aise avec les technologies nouvelles) aient voté en plus grand nombre que les jeunes collègues ?...

Ces résultats sont inquiétants ensuite, car même si le SNUipp/FSU 27 reste largement majoritaire, ils montrent les progrès enregistrés par un syndicalisme de contestation systématique ne présentant aucune proposition alternative si ce n'est le retour à un passé fantasmé.. Preuve que le marasme, le désarroi et le manque de perspective ont envahi les salles des maîtres. Cependant, au SNUipp/FSU, nous ne nous résoudrons pas à abandonner nos valeurs, celles d'une école en mouvement et ambitieuse pour nos élèves et nos collègues.

Cette CAPD est également la première depuis les effroyables événements de ce début d'année qui ont endeuillé notre pays. Face à ces actes barbares, le peuple de France dans son ensemble, a su rester digne. Mais il faut maintenant dépasser l'émotion et ouvrir l'après « Charlie » car

déjà, des voix s'élèvent sur la responsabilité de l'école. Elle aurait échoué dans sa mission d'éducation à la citoyenneté et devrait porter seule les solutions pour mettre à mal les idées reçues, la violence et le sentiment d'exclusion. Certes, des réponses éducatives sont indispensables, mais faire porter la responsabilité du vivre ensemble uniquement sur les épaules de l'école et des enseignants est une grave erreur. En effet, si la morale est nécessaire, elle n'est en rien suffisante. Sans contenu social, la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité ne sont plus, comme disait Gilles Deleuze, que « des gros concepts, aussi gros que des dents creuses ». Comment faire comprendre à des jeunes ces grands principes quand la réalité quotidienne les contredit ?

Les choix économiques des gouvernements qui, depuis une vingtaine d'années, se sont succédés, ont aggravé les inégalités et creusé le lit des frustrations sur lequel prospèrent les extrémismes politiques et religieux. Pour le SNUipp/FSU, une politique de redistribution des richesses à tous les niveaux est donc indispensable pour engager une véritable lutte contre les inégalités qui prospèrent en tous domaines et qui minent inexorablement les fondements de notre société.

L'école n'échappe pas à la règle. Ses missions sont entravées par l'austérité. Pourtant, un signal fort, afin de « faire vivre l'esprit du 11 janvier », pourrait être envoyé sans attendre: revoir les décisions de la nouvelle carte de l'éducation prioritaire de 2015 en partant des besoins constatés dans les établissements. Alors que la pauvreté s'est accrue ces dernières années, en touchant de nouveaux quartiers, de nouvelles communes, comment expliquer aux parents et aux collègues que leurs écoles ne sont plus « prioritaires » ou ne pourront pas le devenir ! Il faut au moins rendre à ceux qui l'ont perdu, le label « Education Prioritaire ». Le SNUipp/FSU 27 demande que les écoles « La Souris Verte », « Les Acacias » de Louviers, « Louise Michel » élémentaire et maternelle de Gaillon soient classées en REP. Nous demandons également que les écoles « Maxime Marchand » élémentaire et maternelle et « Robert Desnos » d'Evreux qui présentent les caractéristiques des écoles REP+ obtiennent ce label. Le ministère ne peut ignorer les difficultés de ces écoles et doit trouver le moyen de les inclure dans l'éducation prioritaire. N'oublions pas non plus les grandes perdantes de cette redistribution: les écoles rurales.

Les collègues s'y sentent souvent isolés, sont gestionnaires de classes multi niveaux et n'ont quasiment plus le soutien de RASED pour la prise en charge des difficultés scolaires.

Venons-en maintenant à l'ordre du jour de cette CAPD: les barèmes des permutations informatisées.

Nous constatons une augmentation du nombre des demandes et une envolée des barèmes. Bon nombre de collègues ont plus de 600 points et n'obtiendront sans doute pas encore leur mutation.

Le blocage de certaines situations, de plus en plus nombreuses, depuis plusieurs années est inquiétant et ne trouve aucune solution. Jamais, il n'a été si difficile de changer de département. De nombreux enseignants se voient chaque année contraints de choisir entre leur vie professionnelle et leur vie familiale.

Ainsi aux difficultés croissantes de l'exercice du métier, au blocage des rémunérations et à la baisse du salaire net, vient s'ajouter la très forte limitation des possibilités de mobilité. C'est un indicateur supplémentaire qui montre la détérioration des conditions de travail des enseignants des écoles.

Pour le SNUipp/FSU, si l'Ecole publique et laïque veut remplir pleinement sa mission, il faut donner très rapidement à tous les élèves de meilleures conditions d'étude et ce dès l'école maternelle avec-notamment- des effectifs réduits dans les classes, une aide apportée par les RASED à chaque élève qui en relève. Mais chacun doit être conscient que cet objectif ne pourra être atteint si les conditions de travail des enseignants continuent de se dégrader: c'est aussi pour cela que nous continuons de réclamer un mouvement des personnels avec deux vraies phases sans vœu géographique.

Notre vœu le plus cher en ce début d'année est que les bonnes intentions se traduisent enfin dans les faits: si beaucoup de décisions sont prises à Paris, d'autres sont prises à Rouen et à Evreux. Que chacun œuvre, à son niveau, pour une réelle et rapide amélioration du quotidien des enseignant(e)s : tel est le souhait du SNUipp/FSU.